



Revue **Sociologie du travail**  
IRISSO - Université Paris-Dauphine  
Place du Maréchal de Lattre de Tassigny  
75775 Paris Cedex 16, France  
revue@sociologiedutravail.org  
www.sociologiedutravail.org

**Appel à articles**

## **« Action collective au travail et écologie »**

**Numéro spécial coordonné par  
Delphine Corteel et Camille Dupuy**

Depuis les années 2000, on observe de nombreuses mobilisations écologiques, menées par des organisations et des collectifs variés entretenant des rapports hétérogènes à la lutte. Certains appellent à un aménagement du capitalisme, quand d'autres, plus critiques, inscrivent la cause dans le registre de la crise et de l'urgence vitale. Certains s'engagent dans des luttes frontales et d'autres déploient des alternatives de manière plus discrète (Comby, Dubuisson-Quellier, 2023). Ces mobilisations trouvent-elles un écho dans le monde du travail ? Se traduisent-elles en luttes sociales ?

Des travaux récents en histoire environnementale documentent les mobilisations des travailleur-euses et de leurs syndicats face aux pollutions, dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle (Jarrige, Le Roux, 2017). D'autres auteurs s'intéressent à la façon dont l'environnement est construit comme un objet politique par les confédérations syndicales, la CFDT en tête, dans les années 1960 (Bécot, 2012). A partir des années 1970, les luttes relatives aux conditions de travail et pour préserver la santé pointent des problématiques que l'on étiquèterait aujourd'hui comme environnementales (Marichalar, Pitti, 2013 ; Thébaud-Mony, 2008). Pourtant, la sociologie a peu documenté les capacités d'action collective au travail sur les enjeux écologiques dans l'époque contemporaine. Les salarié-es seraient pris-es dans un « dilemme » entre la protection de leur emploi et celle de l'environnement qui les empêcherait de se mobiliser (Räthzel, Uzzell, 2011) tandis que leurs organisations collectives, « créatures du capitalisme fossile » (Flanagan, Goods, 2022), seraient empêtrées dans un modèle croissantiste et productiviste (Kenneth *et al.*, 2008). À côté de thématiques telles que les rémunérations (Bernard *et al.*, 2019) ou l'organisation du travail (Mias, Ughetto, 2024), la crise écologique constitue-t-elle un enjeu d'action collective au travail ? Qui en sont

les acteur·ices ? Comment la cause est-elle construite et comment transforme-t-elle les luttes sociales ? C'est à ces questions que ce dossier entend répondre.

Plusieurs numéros de revues se sont intéressés aux effets des problématiques écologiques sur les transformations du travail (Cukier *et al.*, 2023) et de l'emploi (Peugny, Rieucau, 2021). En revanche, les enjeux en termes d'action collective écologique au travail n'ont pas fait l'objet d'intérêt dans les revues françaises, mis à part dans une recension de cas étrangers (Coutrot, Nizzoli, 2023) ou en centrant sur un répertoire d'action particulier, celui de la négociation d'entreprise (Dupuy, Pasquier, 2024) ou du dialogue social (Moulet, Vanuls, 2023). Pourtant, ces enjeux ont suscité de nombreux débats et travaux dans les pays anglo-saxons et plus particulièrement parmi les chercheurs et chercheuses en relations industrielles. Leurs travaux s'intéressent depuis quelques années aux transformations des acteurs du travail et de leurs répertoires d'action consécutives à la mise à l'agenda de la lutte contre les dégradations environnementales (Clarke, Lipsig-Mummé, 2020) et invitent au développement de ce champ de recherche « émergent » (Flanagan, Goods, 2022). Pour répondre à cette invitation, ce numéro de *Sociologie du travail* propose d'analyser les mobilisations écologiques au travail et les reconfigurations de l'action collective qu'elles entraînent. Les articles, fondés sur des études de cas empiriques d'action collective au travail articulées à des enjeux désignés comme écologiques, peuvent présenter une perspective nationale ou comparative, contemporaine ou diachronique. Ils s'inscriront dans un ou plusieurs des trois axes présentés ci-dessous.

### **1. Quels acteurs collectifs pour une écologie au travail ?**

Le premier axe s'intéresse aux acteurs, plus ou moins institués, qui portent une action écologique au travail, tant du côté des salarié·es que des employeur·euses.

Les organisations instituées qui représentent les salarié·es se saisissent-elles des enjeux écologiques ? Observe-t-on des formes de conversion (Coulangeon *et al.*, 2023) ? De nombreux travaux ont cherché à analyser mais aussi à typologiser les positions des organisations syndicales sur ces enjeux et montrent une diversité des possibles, allant d'une opposition aux politiques environnementales jusqu'à leur accompagnement, en passant par des positions intermédiaires plus attentistes (Thomas, Doerflinger, 2020 ; Coutrot, Nizzoli, 2023). Alors que les questions environnementales s'imposent dans l'agenda politique et médiatique, comment évoluent les positions des organisations syndicales ? Quelles sont les configurations d'acteurs qui semblent infléchir ces évolutions (nouveaux profils en interne, mise en réseaux d'acteurs de différents horizons) ? Le contexte économique a-t-il un effet, comme cela a pu être montré pour le syndicalisme européen (Fabris, Pochet, 2023) ? La cause écologique peut-elle

contribuer au « renouvellement syndical » (Laroche, Murray, 2024) ? Par ailleurs, les missions des institutions représentatives du personnel incluent désormais une attention aux enjeux environnementaux de la production (*infra*). Ces acteurs s’emparent-ils de ces prérogatives et comment ?

D’autres acteurs, moins institués, se saisissent-ils de l’écologie au travail ? Des travaux ont porté sur la création de nouveaux syndicats (Dupuy, 2021), de collectifs non-syndicaux (Tartakowsky, Tetard, 2006) ou encore sur l’articulation entre luttes éthiques et luttes sociales à partir de mobilisation de cols blancs dans les entreprises de la tech états-unienne (Berrebi-Hoffman, Chapus, 2022). Ces recherches montrent comment l’émergence et le fonctionnement de ces collectifs et de ces réseaux traduisent des évolutions des mondes du travail et des motifs de lutte. Dans un contexte de pression environnementale sur l’économie, comment s’organisent ces acteurs et ces collectifs plus ou moins institués ? Comment expliquer leur émergence ? Comment leurs actions s’articulent-elles à celles d’acteurs plus traditionnels comme les syndicats ? Permettent-elles de renouveler l’action collective au travail ?

Qu’en est-il du côté des employeur-euses ? Cet axe propose également d’analyser la manière dont des entrepreneurs s’appuient sur la crise environnementale pour développer des activités dans les secteurs de la « transition écologique », qu’il s’agisse de la réduction des déchets (Corteel, 2024), de la collecte des biodéchets (Hetzl, 2024) ou de tout autre secteur étiqueté comme « vert ». Qui sont ces employeur-euses ? S’investissent-ils et elles dans les organisations patronales collectives ? Y jouent-elles et ils un rôle particulier ?

Ce premier axe s’intéresse également aux individus qui peuplent ou qui portent ces structures et ces collectifs. Qui sont-ils et de quelles ressources disposent-ils ? L’engagement au travail sur les questions environnementales est-il situé en termes de secteur professionnel, d’ancrage territorial, de classe sociale (Comby, Malier, 2021) ou d’âge (Peugny, 2023) ? Quelle a été leur socialisation politique et professionnelle ? Quels sont les facteurs de l’engagement et du désengagement sur ces enjeux au travail ? Comment expliquer l’entrée et la sortie des individus qui portent ces causes ?

## **2. Les causes de l’écologie au travail**

Le deuxième axe s’intéresse aux causes portées par les individus et les acteurs collectifs au travail et à leur traduction concrète. Plusieurs typologies construites à partir de cas étrangers montrent ainsi que l’action environnementale au travail a une vocation plus ou moins transformatrice : celle-ci peut ainsi s’inscrire dans une tradition « néo-libérale » (défense des intérêts économiques), « moderniste » (promotion d’une

croissante verte) voire « radicale » (transformations de la production et de la répartition de ses fruits) (Hampton, 2015). Mondes militants et mondes économiques s'articulent en effet de diverses manières (Bereni, Dubuisson-Quellier, 2020).

Cet axe analyse ce qui est considéré - ou « étiqueté » - comme enjeux « écologiques » au travail. Alors que les organisations syndicales internationales appellent à une transformation en profondeur de la production sous l'égide d'une « transition juste » (Thomas, 2021), plusieurs travaux montrent que les mesures écologiques effectivement réalisées demeurent connexes ou anecdotiques par rapport à l'impact environnemental effectif de l'entreprise (Dupuy, Pasquier, 2024). Comment les acteurs construisent-ils la cause écologique ? Comment cette cause se traduit-elle concrètement à différents niveaux ? Quels sont les arbitrages entre différentes manières d'adopter des pratiques écologiques au travail, mais aussi entre cause écologique et conditions de travail ?

Par ailleurs, quels sont les usages de la cause ? S'agit-il toujours d'un usage militant ? Observe-t-on aussi des usages économiques de l'écologie ? Comment ces deux registres s'articulent-ils ? Les enjeux écologiques sont-ils mobilisés pour protéger les salarié·es, que ce soit pour sauver des usines ou des emplois ou légitimement-ils, à l'inverse, des projets de fermeture de site ou de licenciements ? Comment s'articulent cause écologique et « cause de l'emploi » (Koster, 2024) ?

### **3. Une écologisation des répertoires d'action ?**

Le troisième axe porte sur les répertoires d'action mobilisés à l'occasion de la défense de la cause écologique au travail.

Cet axe s'intéresse notamment aux dimensions contestataires du répertoire d'action collective, que ce soient la participation aux marches nationales pour le climat (Lardeux, 2024) ou des grèves au moment de restructurations d'entreprises ou sectorielles. De quelles ressources disposent les travailleurs et les travailleuses pour se mobiliser ? Dans ces cas de mobilisations contestataires, les alliances avec des acteurs extérieurs à l'entreprise semble nécessaire pour peser, que ce soit avec les associations environnementales (Hammerli, 2023 ; Glinel, 2024) ou avec les riverain·es et les familles (Barca, Leonardi, 2018), voire même avec les employeur·ses (Jouzel, Prête, 2021). Comment ces alliances émergent-elles ? Sur quels types d'individus, de ressources, d'agenda politique, reposent-elles ? Sont-elles viables et à quelles conditions ?

Cet axe s'intéresse également aux régulations sociales, en s'intéressant à la manière dont le travail syndical et de représentation du personnel a évolué (ou non) face à ces

enjeux. La loi dite « Climat »<sup>1</sup> d'août 2021 a instauré un volet environnemental aux procédures d'information, de consultation et de négociation collective en entreprise qui doivent désormais prendre en compte les conséquences environnementales de la production. Si les juristes du travail se félicitent de ces avancées du droit (Vanuls, 2023), certain·es s'interrogent sur la mise en pratique de ces nouvelles règles de dialogue social au travail (Casado, Safi, 2022) et proposent le développement d'un « droit social à vocation environnementale » (Casado, 2024). Les enquêtes sociologiques sont ainsi nécessaires à la compréhension des effets de ces transformations législatives afin de documenter la manière dont les salarié·es et leurs représentant·es se sont saisi (ou non) de ces nouvelles possibilités et comment ils et elles les mettent en œuvre. Elles permettent également de saisir les acteurs dans leurs rapports de force avec les décideur·ses, qu'ils soient employeur·se ou représentant·e de l'État. Par ailleurs, alors que les acteurs non-institués sont privés du répertoire d'action offert par le dialogue social, comment se fabriquent-ils des espaces de délibération ou de lobbying envers les décideur·ses ? Leurs actions s'inscrivent-elles de manière concurrente ou complémentaire à celles des acteurs syndicaux ou élus ? Ainsi, dans quelle mesure, les organisations instituées et les collectifs repensent-elles et ils leurs actions et leurs manières de se mobiliser ? Observe-t-on l'émergence de nouvelles méthodes d'actions plus soucieuses de l'impact environnemental des activités militantes ?

\* \*  
\*

Des acteurs à la cause puis au répertoire d'action, cette proposition de numéro spécial espère ainsi susciter des contributions qui, sur la base d'enquêtes de terrain, permettent de saisir l'action collective écologique au travail dans toute sa diversité. Nous invitons également les auteur·ices qui souhaiteraient contribuer à ce numéro à montrer comment les cas empiriques invitent à renouveler, ou pas, le cadre conceptuel et analytique de notre champ disciplinaire.

## Références

Barca S., Leonardi E., 2018, "Working-class ecology and union politics: a conceptual topology", *Globalizations*, 15 (4), 487-503.

Bécot R., 2012, « L'invention syndicale de l'environnement dans la France des années 1960 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 13 (1), 169-178.

---

<sup>1</sup> Loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.

Bernard S., Béthoux É., Penalva Icher É., 2019, « Tout salaire mérite enquête », *Terrains & travaux*, 35(2), 5-21.

Bereni L., Dubuisson-Quellier S., 2020, « Au-delà de la confrontation : saisir la diversité des interactions entre mondes militants et mondes économiques », *Revue française de sociologie*, 61 (4), 505-529.

Berrebi-Hoffmann I., Chapus Q., 2022, « Des luttes éthiques aux luttes sociales Les mouvements de contestation critique des salariés des GAFAM aux États-Unis (2015-2021) », *Réseaux*, 231(1), 71-107.

Casado A., Safi F., 2022, *L'entreprise face aux défis environnementaux*, Paris, IRJS Éditions.

Casado A., 2024, *Le droit social à vocation environnementale : vecteur de durabilité de l'entreprise*, Paris, LexisNexis.

Clarke L., Lipsig-Mummé C., 2020, "Future conditional: From just transition to radical transformation?", *European Journal of Industrial Relations*, 26 (4), 351–366.

Comby J.-B., Dubuisson-Quellier S. (dir.), 2023, *Mobilisations écologiques*, Paris, Presses Universitaires de France.

Comby J., Malier H., 2021, « Les classes populaires et l'enjeu écologique. Un rapport réaliste travaillé par des dynamiques statutaires diverses », *Sociétés contemporaines*, 124, 37-66.

Corteel D., 2024, *Faire avec les déchets. Vivre et travailler dans un monde abîmé*, Vulaines sur Seine, Editions du Croquant.

Cukier A., Gaborieau D., Gay V., « Vers un travail écologique : penser les tensions et articulations », *Les Mondes du travail*, 29, 23-32.

Coulangéon P., Demoli Y., Ginsburger M., Petev I., 2023, *La conversion écologique des français. Contradictions et clivages*, Paris, Presses Universitaires de France.

Coutrot T., Nizzoli C., 2023, « Du déni à la justice environnementale : diversité des stratégies syndicales », *Chronique internationale de l'IRES*, 184, 3-17.

Dupuy C., 2021, « Un syndicalisme « incongru » ? Analyses des transformations du monde du travail associatif à travers le prisme de son syndicalisme », *Sociétés contemporaines*, 124 (4), 95-124.

Dupuy C., Pasquier V., 2024, « Introduction : 50 nuances de vert. La négociation de la transition écologique, une proposition de typologie », *Négociations*, 40 (1), 7-25.

Fabris B.-L., Pochet P., 2023, « La Confédération européenne des syndicats et la transition juste », *Chronique internationale de l'IRES*, 184, 23-42.

Flanagan F., Goods C., 2022, "Climate change and industrial relations: Reflections on an emerging field", *Journal of Industrial Relations*, 64 (4), 479-498.

Glinel C., 2023, « Forestiers et écologistes ? L'alliance de forestiers publics et d'associations environnementalistes dans l'action publique », *Les Mondes du travail*, 29, 93-111.

Hammerli N., 2023, « Raffineurs et écolos unis. Formation et maintien d'une coalition contestataire à la raffinerie de Grandpuits », *Les Mondes du travail*, 29, 47-62.

Hampton P., 2015, *Workers and Trade Unions for Climate Solidarity. Tackling climate change in a neoliberal world*, Abingdon, Routledge.

Hetzl M., 2024, « Un entrepreneuriat écologique inégalitaire Cadres-dirigeant·es et opérateurs de collecte face au verdissement du travail des déchets », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 255, 44-57.

Jarrige F., Le Roux T., 2017, *La Contamination du monde. Une histoire des pollutions à l'âge industriel*, Paris, Seuil.

Jouzel J., Prete G., 2021, « Exploitants, salariés, riverains, même combat ? La dénonciation des effets des pesticides sur la santé, entre coalition et division », *Sociétés contemporaines*, 121(1), 89-110.

Kenneth A., Gould D., Pellow N., Schnaiberg A., 2008, *Treadmill of Production. Injustice and Unsustainability in the Global Economy*, Abingdon, Routledge.

Koster J.-V., 2024, « Comment les organisations syndicales mobilisent-elles la cause environnementale pour sauver l'emploi ? », *Négociations*, 40 (1), 43-62.

Lardeux L., 2024, *50 nuances de green. Les jeunes activistes dans le(s) mouvement(s) climat*, Paris, Bord de l'eau.

Mercœur G., 2023, « Enjeux écologiques et syndicalisme. Stratégies, perspectives et limites de l'environnementalisme syndical », *Les Mondes du travail*, 29, 63-78.

Mias A., Ughetto P., « Organisation du travail : le retour. Quelles interprétations ? Introduction », *Sociologie du travail*, 66 (4), en ligne.

Moulet S., Vanuls C., 2023, « Introduction. Le monde du travail face aux défis de la transition écologique », *Chroniques du travail*, 12, 7-16.

Peugny C., 2023, « Plus jeunes donc plus verts ? Des effets de l'âge sur le degré de préoccupation environnementale », *Revue française de science politique*, 73(1), 41-62.

Peugny C., Rieucan G., 2021, « Introduction. Emploi, travail et environnement : l'heure des transitions ? », *Travail et emploi*, 166-167, p. 5-18.

Marichalar P., Pitti L., 2013, « Réinventer la médecine ouvrière ? Retour sur des mouvements médicaux alternatifs dans la France post-1968 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 196-197(1), 114-131.

Tartakowsky D., Tetard F. (dir.), 2006, *Syndicats et associations : concurrence ou complémentarité ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Thébaud-Mony A., 2008, *Travailler peut nuire gravement à votre santé Sous-traitance des risques, mise en danger d'autrui, atteintes à la dignité, violences physiques et morales, cancers professionnels*, Paris, La Découverte.

Thomas A., 2021, "Framing the just transition: How international trade unions engage with UN climate negotiations", *Global Environmental Change*, 70, online.

Thomas A., Doerflinger N., 2020, "Trade union strategies on climate change mitigation: Between opposition, hedging and support", *European Journal of Industrial Relations*, 26 (4), 383–399.

Räthzel N., Uzzell D., 2011, "Trade unions and climate change: The jobs-versus-environment dilemma", *Global Environmental Change*, 21 (4), 1215-1223.

Vanuls C., 2023, « Regard sur les attributions environnementales du CSE à la lumière de la loi Climat et Résilience du 22 août 2021 », *Chroniques du travail*, 12, 107-126.

### Modalités de réponse et calendrier

Les articles, d'un volume maximum de 70 000 signes, sont à envoyer exclusivement à la rédaction de la revue (revue@sociologiedutravail.org), le **12 décembre 2025** au plus tard. Ils feront l'objet d'une évaluation en double aveugle et ne contiendront donc aucune information permettant d'identifier leurs auteurices, dont les coordonnées doivent être renseignées séparément, dans le formulaire de soumission téléchargeable sur le site internet de la revue, qui présente également l'ensemble des consignes relatives à la mise en forme des manuscrits soumis :

<https://www.sociologiedutravail.org/Proposer-un-article>

Un retour sera fait aux auteurices début février 2026, qui précisera les échéances pour d'éventuels remaniements des articles retenus ainsi que le calendrier de publication de ce numéro spécial.